



AVENANT n° 4 À LA CONVENTION DE FINANCEMENT ET DE SUIVI
Entre la Métropole du Grand Paris et l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées
dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' Métropole

Avenant n°4

ENTRE

L'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées, établissement public à caractère administratif, régi par les dispositions des articles L5111-1 et suivants et L5721-1 et suivants du CGCT, représenté par son Président dûment habilité à signer la présente convention par délégation de son comité syndical,
Ci-après dénommée « L'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées » ou « l'Agence »,

ET

La Métropole du Grand Paris, représentée par son Président, dûment habilité à signer la présente convention en vertu de la délibération du Conseil de la Métropole du 12 décembre 2025,
Ci-après dénommée « Métropole du Grand Paris » ou « la Métropole »,

Il a été exposé ce qui suit.

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle de la Métropole du Grand Paris, de nombreuses collectivités et établissements publics se sont rassemblés au sein de l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées pour permettre à leurs habitants et aux actifs d'accéder à des services de mobilité partagée et notamment de vélos en libre-service (VLS).

La Métropole du Grand Paris définit et met en œuvre des programmes d'actions en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment en favorisant le développement de l'action publique pour la mobilité durable.

La Métropole du Grand Paris a adhéré au syndicat mixte le 06 mars 2017, permettant d'une part à la Métropole d'être associée à la mise en œuvre du marché Velib' Métropole d'une durée d'exploitation de 15 ans du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2032 par son titulaire Smovengo et d'autre part, d'aider financièrement les communes à maintenir ou s'équiper du dispositif.

Dans ce cadre, une convention entre la Métropole du Grand Paris et l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées a été signée le 20 décembre 2017 afin de définir les conditions de financement du service Velib' Métropole par la Métropole et de permettre le suivi du service Velib'.

Après une première phase de déploiement de 1402 stations Velib' dont 392 stations installées dans les communes adhérentes au Syndicat hors Paris et en raison du succès du service public Velib' auprès des usagers, il a été acté la réalisation de nouvelles stations et l'extension du service sur de nouvelles collectivités adhérentes à l'Agence.

Le plan de relance adopté par la Métropole du Grand Paris le 15 mai 2020, prévoyait l'extension de Velib' Métropole avec la création de 100 nouvelles stations d'ici 2022, dont l'implantation serait privilégiée le long des principaux axes structurants et à proximité des transports en commun.

Un premier avenant, en date de décembre 2020, est venu préciser les conditions du soutien financier de la Métropole du Grand Paris à cette nouvelle phase de déploiement du service Velib' pour 100 stations supplémentaires sur le territoire métropolitain avant la fin 2022. Au 31 décembre 2022, 45 stations supplémentaires ont été effectivement implantées.

Un deuxième avenant, approuvé le 13 juillet 2023, a validé une augmentation de 11,52% du soutien financier de la Métropole du Grand Paris à l'Agence à partir de l'exercice 2023, et est

venu préciser le soutien financier de la Métropole du Grand Paris pour les stations complémentaires déployées à partir du 1^{er} janvier 2023.

Un troisième avenant, en date de décembre 2023, est venu mettre en conformité la convention de financement et de suivi pour le service Vélib' Métropole avec les modifications de statuts approuvées par le Syndicat lors de son comité syndical du 20 juin 2023 concernant le montant des contributions relatives aux stations ouvertes au public durant les 3^e et 4^e trimestres, ce afin de faciliter l'ouverture au public des stations prêtes en fin d'année. Cet avenant précisait également les modalités de financement des stations Vélib' éphémères humanisées mises en place dans le cadre des jeux olympiques et paralympiques 2024.

Lors de son Comité syndical du 07/04/2025, l'Agence a approuvé la « délibération 2025 08 » concernant le montant des contributions des collectivités pour 2025.

Par ailleurs, afin de faciliter l'accès au Centre Aquatique Olympique (CAO) lors des championnats d'Europe de Natation en 2026, pour les usagers du service Vélib' Métropole, l'Agence propose la mise en place d'une station éphémère humanisée aux abords du CAO. Dans le cadre de ses actions de soutien à la mobilité douce, la Métropole du Grand Paris souhaite financer les coûts relatifs à ladite station éphémère de 200 places.

Article 1 Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser :

- Les modalités de la participation financière de la Métropole du Grand Paris au fonctionnement du service public Velib' Métropole, en application des articles 8-3 et 14 des statuts de l'Agence ainsi que de la délibération 2025 37 portant modification du montant des contributions au budget annexe de l'Agence ;

Article 2 Modification de l'article 2 de la convention

Les dispositions prévues à l'article 2 de la convention « Participation financière de la Métropole du Grand Paris » sont supprimées et remplacées par les suivantes :

« La participation financière de la Métropole du Grand Paris à l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées (l'Agemob) se décompose comme suit :

Article 2.1 Contribution annuelle de la Métropole

La contribution de la Métropole à l'Agemob comprend :

2.1.1 La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative de l'Agemob, conformément à l'article 14 des statuts

La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative de l'Agemob, conformément à l'article 14 des statuts s'établissait forfaitairement à 111 520 € par an soit l'équivalent de la contribution des collectivités hors Paris pour l'installation et le fonctionnement de 10 stations.

$$111\,520 = 11\,152 * 10$$

A compter de l'année 2025, la contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative de l'Agence sera dorénavant calculée comme suit :

$$\text{Contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative de l'Agemob} = 10 \times \text{contribution annuelle hors Paris pour un équivalent-station} *$$

* Le montant de la contribution annuelle pour un équivalent station est défini chaque année par le comité syndical conformément à l'article 8-3 des statuts de l'Agemob.

2.1.2 La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence « Velib' »

- La participation financière de la Métropole du Grand Paris à l'Agence Métropolitaine des Mobilités Partagées se décompose comme suit :

- La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative de l'Agemob est arrêtée conformément à l'article 2.1.1 du présent avenant, soit pour 2025 à un montant de 99 900 euros ;

- La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence Velib' est définie selon les modalités suivantes :

- Pour les stations ouvertes sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1^{er} janvier 2021 : la participation est de 9 990 euros par an par station,

- Pour les 22 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2021, la participation est de 6 016,91 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,

- Pour les 23 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2022, la participation est de 5 619,60 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,

- Pour les 31 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2023, la participation est de 4 414 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,

- Pour les 10 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2024, la participation est de 3 717 € à compter de 2025 et jusqu'à la fin du marché,

- Pour les stations ouvertes sur le territoire de la métropole hors Paris après le 1^{er} janvier 2025, dans la limite de 114 stations :

- Pour les stations ouvertes au 1^{er} semestre de l'année, la participation est de 2 654,86 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, et 61 336 euros l'année d'ouverture des stations,

- Pour les stations ouvertes au 3^{ème} trimestre de l'année, la participation est de 55 760 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(4\,995 \text{ €} + 9\,990 \text{ €} * N) - 55\,760 \text{ €}}{N}$$

- Pour les stations ouvertes au 4^{ème} trimestre de l'année, la participation est de 52 972 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(2\,497,50 \text{ €} + 9\,990 \text{ €} * N) - 52\,972 \text{ €}}{N}$$

Soit une subvention totale estimée à 6 252 654,82 € hors financement des stations éphémères.

La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre correspond à 50% du nombre des stations financées.

Les services de la Métropole du Grand Paris et de l'Agemob conviennent, lors d'un comité financier qui se tiendra au plus tard le 31 mars de chaque année, d'un échéancier de versement de la participation de la Métropole du Grand Paris pour l'année en question.

D'autres comités financiers pourront être organisés autant que besoin pour ajuster l'échéancier, le cas échéant.

Les versements effectués entre le 1er janvier 2025 et la date de signature de l'avenant n°4 feront l'objet d'une régularisation afin de prendre en compte les coûts forfaitaires ci-dessus.

Article 3 Autres dispositions

Toutes les autres clauses et conditions de la convention demeurent inchangées.

Article 4 Date d'effet

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature et prend fin à la date d'échéance de la convention initiale.

Fait à Paris

Fait à

Le 12 novembre 2025

Le

Le Président de l'Agemob

Le Président de la Métropole du Grand Paris




Monsieur Sylvain RAIFAUD

Monsieur Patrick OLLIER